

La démocratie fait école

Sylvie NONY, enseignante au lycée français du Caire, blogueuse

On se demande souvent ce qui a réellement changé dans les pays arabes depuis janvier 2011. En Egypte, le chômage, les salaires, les logements, l'école, la santé l'environnement, sont toujours dans un état catastrophique. Mais les Egyptiens ont cessé d'avoir peur.

Les Egyptiens prennent la parole

La parole libérée explose et, du coup, ils apprennent très, très vite. Cette prise de parole ne concerne pas que la scène politique. Elle entre aussi dans les familles, et c'est un problème que mettent déjà en scène les séries télé, où l'on voit les jeunes s'opposer à leurs parents ou aux cheikhs du quartier... Dans les entreprises aussi, on voit, depuis février, les salariés chasser les directeurs ou les chefs d'atelier corrompus liés à l'ancien régime.

Une enseignante responsable du nouveau syndicat indépendant, Hala Talaat, décrit ainsi la situation : « *Il y a beaucoup d'analphabètes dans le pays qui étaient convaincus, avant la révolution, de ne pas pouvoir se faire entendre. Maintenant si. Les gens essaient de comprendre ce qui se passe et parlent.* » C'est cette capacité qu'ont les individus et les peuples à apprendre ensemble qui n'est pas toujours prise en compte dans les analyses politiques globales.

Les besoins de formation des enseignants

Les syndicalistes de l'Union des enseignants, malgré l'urgence de leur situation matérielle, ont mis au centre de leurs revendications la formation et l'élévation du « *niveau de conscience professionnelle des personnels* ». C'est à leurs

Militante pédagogique et syndicale en France, Sylvie Nony enseigne maintenant au Caire. Son expertise relève du militantisme et de l'animation de deux blogs sur l'Egypte⁽¹⁾. A ce titre, elle a participé, au printemps 2011, à la réalisation d'un dossier, « *Révolutions arabes* », pour la revue *Nouveaux Regards*⁽²⁾.

yeux ce qui permettra aux élèves « *d'avoir les moyens de la critique et de la création afin de devenir des adultes confirmés* ».

Hala précise : « *Si je fais aujourd'hui un débat en classe, c'est encore la cacophonie car les élèves ne savent pas dialoguer. Pour l'essentiel cela est dû à la peur de s'exprimer : en parlant tous en même temps, ils évitent que l'enseignant n'entende leur opinion.* » La peur régnait aussi entre les enseignants et leur hiérarchie et le syndicat veut « *aider à former les enseignants pour qu'ils acquièrent cette capacité à parler avec leur hiérarchie comme avec leurs élèves* ».

Cependant, si l'abolition de la peur soulève un espoir considérable, la situation objective du système éducatif de la plupart des pays arabes est très alarmante. Le premier prix, en terme de désastre, revient sans doute à l'Egypte, la Syrie étant dans un état un peu moins dramatique (je parle de l'école), et la Tunisie encore moins, puisque c'est plutôt le hiatus entre la qualification des jeunes et le chômage endémique qui a été le terreau de l'explosion de janvier dernier.

Classes surpeuplées et bas salaires

Un des crimes des dirigeants de l'ère Moubarak est d'avoir laissé galoper une démographie qui impose maintenant un défi colossal. Avec un âge médian de 24 ans, la population atteint plus de 80 millions dont 25 millions de jeunes qui ont moins de 14 ans. Le taux de croissance de la population étant de 2 %, les problèmes d'échelle sont considérables.

En Egypte, la moyenne nationale officielle des effectifs par classe est de 41 élèves (non vérifiable),

mais de nombreuses classes de primaire et de collège sont à 70. Les salaires sont tellement insignifiants que de nombreux enseignants ont recours aux cours particuliers pour pouvoir vivre. Il faut savoir qu'un enseignant démarre avec un salaire mensuel de 500 livres égyptiennes (LE), soit 60 euros, et finit à 1000 LE. Les contractuels gagnent 100 LE. Ce niveau de salaire est la première cause des cours particuliers qui obèrent la qualité de l'enseignement : du magistral en classe, suivi de répétitions centrées sur le « *par cœur* » dans les cours particuliers. Parallèlement, le système privé s'est développé, ces dernières décennies, sans cadrage national, même si le gouvernement actuel a annoncé ses intentions dans ce domaine. Ces écoles privées sont souvent de type religieux. N'importe qui ayant un appartement de deux ou trois pièces peut en faire une crèche. Avec deux ou trois appartements dans un immeuble, on peut faire une école ou un collège, où on entasse les enfants dans des salles trop petites. A l'autre bout il y a des écoles d'investissement, qui bénéficient de tous les moyens et qui proposent l'accès à des diplômes étrangers. L'inscription annuelle dans ces écoles coûte entre 10 000 et 50 000 LE. A chaque niveau social son niveau d'école.

L'université n'est pas mieux lotie : surpeuplée, avec des enseignants mal formés et mal payés. Un universitaire enseignant à Hérouville, Essam Abdelfattah, me disait au sujet des contenus enseignés : « *Pour transformer la formation, il faudrait nous ouvrir sur une culture vivante et cesser de nous cantonner à la sacralisation du passé. Il faut changer les mentalités* ».

(1) <http://snony.wordpress.com/> et <http://blogs.mediapart.fr/blog/sylvie-nony>

(2) Il s'agit du n° 52 de la revue de l'institut de recherche de la FSU, revue qui vient de se transformer en *Regards croisés* : <http://institut.fsu.fr/>

Manifestation d'enseignants le 24 septembre 2011. « Nous voulons la justice sociale. La réforme de l'enseignement passe par une organisation éducative qui ramène les élèves au respect des structures scolaires, garantissant une vie digne aux enseignants, rendant illégitime le recours aux cours particuliers et élevant le niveau professionnel de l'enseignement par la formation continue. »



© SYLVIE NONNY

tés, y compris celles des étudiants. Par exemple, jusqu'ici, ceux-ci pouvaient déposer une plainte contre un professeur sous prétexte que celui-ci ne donnait pas un texte précis à étudier et incitait ses élèves à parcourir une bibliographie argumentée.»

La Sûreté a dû quitter le campus

Le mouvement du 9 mars, dont Essam Abdelfattah est un des fondateurs, qui rassemble des universitaires laïcs ou modérés, organise depuis 2004, chaque 9 mars⁽³⁾, une Journée contre l'occupation de l'Université par la Sûreté, qui pouvait démettre les enseignants selon son gré, qui s'ingérait dans les choix pédagogiques et intervenait dans l'admission des étudiants en cité U.

(3) Ce mouvement s'est ainsi baptisé en souvenir du 9 mars 1932, jour de la démission du recteur de l'université du Caire, Ahmad Lotfi Al-Said, pour protester contre la décision du chef du gouvernement d'alors de muter d'office le professeur Taha Hussein qui critiquait avec virulence la politique gouvernementale.

Si l'abolition de la peur soulève un espoir considérable, la situation objective du système éducatif de la plupart des pays arabes est très alarmante.

Le mouvement a obtenu le départ des forces de l'ordre des campus. De plus, à la demande de la Coalition des jeunes de la révolution, l'élection des représentants étudiants et des doyens d'université, jusque-là nommés par le régime, a été organisée à la rentrée.

Ce qui ne peut pas changer en un jour, c'est le niveau des études supérieures. La plupart des enfants des classes sociales favorisées font leurs études supérieures soit dans les universités étrangères présentes en Egypte (notamment l'université américaine), soit à l'étranger. Mais bon nombre de ces jeunes ne reviennent pas, sauf situation particulière, s'installer en Egypte.

De l'enseignement primaire au supérieur, c'est donc un système profondément inégalitaire que les trente ans de dictature lèguent à la nouvelle Egypte. Mais le processus amorcé en janvier, qui a libéré les Egyptiens de leur peur, a déjà des effets non négligeables sur les mentalités, sur les institu-

tions, et dans la vie politique. Le plus spectaculaire est l'explosion des organisations fondamentalistes en une multitude de partis concurrentiels. Les diplomaties occidentales, qui, pendant des décennies, ont considéré ces dictatures comme le seul rempart à l'islamisme, n'avaient pas imaginé que le monolithisme de ces organisations, alimenté par la répression, serait le premier à pâtir de la liberté d'expression retrouvée.

Je voudrais finir en affirmant ici que nous avons des perspectives pour aider ces pays sur le chemin de l'émancipation : nous devons exiger de l'Europe et des Etats-Unis, qui subventionnent ces gouvernements, qu'ils agissent pour la satisfaction des revendications des jeunes : fin de la corruption, abolition des tribunaux militaires, de la torture, libération des prisonniers politiques et poursuite des criminels de l'ancien régime qui sont encore en place. ●